

0077

ARBEITSGRUPPE
 "HISTORISCHE STANDORTSBESTIMMUNG"

VERTRAULICHProtokollder Sitzung vom 20. November 1965Thema: Die Jurafrage

Anwesende Mitglieder: Herren Minister Dr. A. Weitnauer (Vorsitz),
 Prof. E. Böhler,
 Nationalrat Prof. W. Hofer,
 a. Bundesrat Dr. G. Lepori,
 Prof. H. Lüthy,
 Nationalrat Prof. O. Reverdin,
 Botschafter P. Rüeegg,
 Minister P. von Salis,
 Nationalrat Prof. M. Weber,
 a. Nationalrat Dr. K. Wick.

Abwesende Mitglieder: Herren Prof. E. Bonjour,
 Nationalrat P. Dürrenmatt,
 Prof. J. Freymond,
 Prof. J.R. von Salis,
 Oberstkörpskdt. E. Uhlmann.

Andere Teilnehmer: Herren Bundesrat Prof. F.T. Wahlen,
 Botschafter P. Micheli,
 Minister Dr. J. Burckhardt,
 Minister Dr. A. Lindt,
 Minister Dr. P. Jolles,
 Dr. R. Prebst,
 Dr. B. Dumont,
 W. Jaeggi,
 Dr. V. Frank,
 Dr. A. Hüsler (Protokoll französisch),
 C. Caratsch (" "),
 R. Bosshard (" " deutsch),
 Dr. A. Rüeegg (" ").

- 2 -

Der Vorsitzende begrüsst die Teilnehmer an der heutigen Sitzung. Einen besonderen Gruss richtet er an Bundesrat Wahlen, der durch sein Erscheinen erneut sein Interesse an der Tätigkeit der Arbeitsgruppe und am heute zu behandelnden Thema bezeugt. Seiner Initiative ist es zu verdanken, dass die Arbeitsgruppe, über die ihr ursprünglich gestellte Aufgabe hinaus weiterhin zusammentritt, um aktuelle Fragen der nationalen und internationalen Politik zu diskutieren. Die Arbeitsgruppe wird heute die Jurafrage behandeln. Eine Klärung ist umso dringlicher, als das Problem in zunehmendem Masse aussenpolitische Aspekte zeitigt.

Bundesrat Wahlen:

Die Lösung des Juraproblems liegt mir tatsächlich sehr am Herzen. Ich möchte mich allerdings zum Thema jetzt noch nicht äussern, sondern erst später in der Diskussion. Gestatten Sie mir, Ihnen zu sagen, wie sehr ich die Tätigkeit der Arbeitsgruppe schätze und welchen grossen Wert ich auf deren Weiterbestehen lege.

Conseiller national Reverdin:

Si nous abordons aujourd'hui, dans le cadre de ce groupe de travail, le problème du Jura, c'est d'une part parce que nous avons le sentiment qu'il est d'une grande importance pour notre politique étrangère et pour le prestige de notre pays dans le monde et d'autre part, parce que, en tant que citoyens suisses, nous souffrons du malaise qu'engendre ce dialogue de sourds qui se poursuit maintenant depuis des années.

Qui sont les parties en cause? D'un côté, nous avons les autorités bernoises, sincères, loyales, légistes, manquant peut-être d'imagination, trop absorbées par les réalités économiques, et de l'autre, un groupe révolutionnaire, foncièrement injuste, sans scrupules et surtout très francisé, très peu helvétique dans ses manières de penser et de s'exprimer.

La première considération qui s'impose en effet est que la masse de la population des districts du nord appartient à l'un des rares territoires de la Suisse qui, avant 1815, n'avait presque pas

- 3 -

eu de liens avec l'ancienne Confédération. Ce point a son importance. A Genève, où nous avons eu une expérience analogue, dans le cas des communes limitrophes anciennement sardes et françaises, de religion catholique, nous avons pu constater qu'il a fallu plus d'un siècle, depuis 1815, pour compléter leur assimilation. Et, dans ce cas, nous avions l'avantage d'une communauté de langue et de la proximité de Genève, donc d'un centre urbain qui pouvait jouer le rôle d'un catalyseur naturel.

A cela s'ajoute que, encore de nos jours, la formation intellectuelle de beaucoup de sympathisants du "Rassemblement Jurassien" (RJ) est essentiellement française, ce qui fait qu'ils sont très superficiellement helvétisés. Les étudiants jurassiens que je connais à l'Université de Genève sont littéralement gavés de Péguy et de Claudel, l'ameublement de leur esprit est exclusivement français. Cette formation ^{*}absolu de leurs thèses ainsi que leur vocabulaire subjectif, véritable code pour initiés, qui est le leur. Mais, ce qui rend le dialogue quasi-impossible et aussi leur tendance à distordre les faits, leur propension à créer des mythes qu'ils présentent comme des réalités sur lesquels ils fondent leur lutte politique.

L'explication du phénomène que constitue le vocabulaire du "Jura Libre", où la violence et l'hagiographie dominant, est que le mouvement séparatiste est avant tout un mouvement révolutionnaire. Ces outrances de langage dans lesquelles il n'y a aucun ménagement pour l'adversaire, présentent en effet beaucoup de similitudes frappantes avec les pamphlets des radicaux suisses des années 1843-1847, lorsque les radicaux étaient à leur tour des révolutionnaires. Etant un mouvement révolutionnaire, il n'est pas étonnant que le RJ éveille des espoirs et suscite des dévouements surtout chez les jeunes. De plus, dans ce pays trop bien organisé qu'est la Suisse, les jeunes sentent le besoin de faire de la casse. Ce n'est pas là un phénomène spécifiquement helvétique, ou jurassien, il se retrouve en effet dans toutes les sociétés où règne le bien-être, aux Etats-Unis, en Angleterre, en France... Ce qui est beaucoup plus grave dans le cas d'espèce, c'est que l'effort de propagande séparatiste porte sur les jeunes de

*explique la violence du langage des séparatistes, le caractère

- 4 -

la région depuis bientôt dix-huit ans; c'est ainsi qu'un homme de quarante ans en avait vingt-deux au début de la campagne séparatiste et est vraisemblablement imprégné des arguments du RJ. Cette situation ira en s'aggravant aussi longtemps que le conflit durera.

L'élan révolutionnaire, avons-nous vu, est alimenté par des mythes forgés de toute pièce par une personnalité peut-être odieuse, mais non dépourvue d'une force politique réelle, je veux parler de Roland Béguelin. Le plus célèbre de ces mythes est celui de l'Etat jurassien millénaire qui n'a jamais existé et qui n'est qu'une projection dans le passé d'une idée du présent. Mais, grâce aux efforts de Béguelin, le prince-évêque de Bâle, véritable père pour ses sujets, a désormais une présence psychologique comparable à celle d'un Saint-Louis ou d'une reine Berthe. Il attendrit ou enthousiasme^{ceux}/qui croient à son mythe.

Un examen de la situation ne serait pas complet si, à côté des mythes et des attitudes subjectives, on ne tenait pas compte des facteurs objectifs du problème.

Le premier est l'aspect linguistique qui participe d'un phénomène plus général. En effet, la langue française qui, sous sa forme écrite, s'est sclérosée et a perdu son rang dans le monde, défend ses positions menacées avec une agressivité certaine. Cette constatation est valable dans tous les pays où le français est la langue d'une partie de la population, au Canada, en Belgique et dans la vallée d'Aoste par exemple. En Suisse, la conception fédéraliste de l'Etat permet à la minorité de langue française de se sentir à l'aise dans la Confédération, mais pour les Jurassiens qui constituent une minorité linguistique à l'intérieur d'un canton, le problème se pose différemment que pour un Vaudois ou un Genevois sur le plan suisse. Et, dans la mesure où les membres du RJ fréquentent avec assiduité, comme ils le font présentement, les réunions que tiennent les groupes de langue française de différents pays, le facteur linguistique contribue à exacerber les passions et à envenimer le problème jurassien.

- 5 -

L'aspect confessionnel est également un facteur indéniable de conflit, quoique je sois de l'avis que son importance ira en décroissant. Ce qui se passe actuellement dans l'Eglise romaine et sur le plan oecuménique d'une part et la désaffection croissante des masses pour les problèmes religieux d'autre part, diminuent l'importance des considérations d'ordre confessionnel. Il n'en reste pas moins qu'une longue tradition catholique constitue une réalité psychologique certaine qui, le cas échéant, peut entrer en conflit avec une tradition protestante tout aussi bien établie. Or, tel est précisément le cas dans le problème jurassien.

Une difficulté accessoire mais certaine est constituée par les changements qui sont intervenus dans la vie politique du canton de Berne depuis la fin de la première guerre mondiale et qui ont contribué à couper l'ancien canton du Jura. En effet, du temps où il avait la majorité absolue dans le canton de Berne, le parti radical constituait un véritable forum où les idées les plus différentes pouvaient être valablement confrontées. Or, depuis que ce parti a perdu sa place prédominante dans la vie publique bernoise, aucune autre formation politique n'a pu le remplacer dans ce rôle. D'un côté, en effet, le parti des paysans, artisans et bourgeois est essentiellement un parti de l'ancien canton et n'a qu'une succursale dans le Jura; cette remarque vaut également pour le parti socialiste. Par contre, le parti chrétien-social est principalement un parti du Jura qui n'a pas ou peu de racines dans l'ancien canton. Ainsi, tout un échelon du dialogue tel qu'il est connu en Suisse n'existe pas sur le plan interne bernois alors que justement, pour pouvoir aboutir à une solution dans le problème jurassien, un lieu de rencontre des deux thèses en présence est indispensable.

Mais la difficulté majeure dans la recherche d'une solution du problème provient surtout du fait que, dans la discussion, les deux parties en présence se placent sur des plans différents. Dans ces conditions, il est par définition difficile, pour ne pas dire impossible, de trouver un point de rencontre à partir duquel un dialogue fructueux pourrait être amorcé.

- 6 -

Comme j'ai déjà eu l'occasion de l'esquisser au début de cet exposé, les autorités bernoises, dont la bonne volonté ne saurait être mise en cause, se fondent presque exclusivement dans leur action sur des considérations d'ordre juridique et économique, ce qui les porte à négliger les aspects psychologiques du problème. Or, le conflit est avant tout de nature psychologique, en ce sens que l'agitation des séparatistes trouve son aliment essentiellement dans les incidents causés par les maladresses des autorités bernoises. Celle-ci n'ont pas manqué, qu'il me suffise de rappeler les affaires Berberat, Fleury, la cérémonie des Rangiers, et encore tout récemment, l'ampleur donnée à l'inauguration de l'école de Porrentruy. D'ailleurs, on peut dire que le problème du Jura tel qu'il se pose maintenant est né en 1947 avec le malheureux Moeckli qui, dans la version officielle, a été mis sur la touche, non pour manque de capacité, mais parce qu'il était de langue française ! Certes, c'était là un prétexte, mais il est significatif de constater que, pour être aimable à l'égard de M. Moeckli, les responsables bernois n'ont pas songé aux conséquences que leur attitude pourrait avoir dans le Jura.

En somme, paradoxalement, et toutes proportions gardées, on peut dire que Berne se comporte à l'égard du Jura de la même manière que la France à l'égard de l'Algérie avant le début de l'insurrection de 1954. Berne fait valoir à son actif des concessions législatives considérables et la promotion économique du pays, mais ces arguments rationnels et ces statistiques n'ont aucune prise sur des personnes qui se placent sur un plan émotif et irrationnel. Berne énumère les consultations populaires où les séparatistes ont toujours été nettement battus, mais l'énoncé de ces résultats n'a aucun effet sur des personnes qui se considèrent et qui sont avant tout des révolutionnaires. On en est au point où même l'existence de deux Conseillers d'Etat jurassiens de langue française, loin de faciliter la solution du problème, contribue à l'envenimer, puisque les partisans du RJ les considèrent en effet non pas comme des porte-parole ou les représentants du peuple jurassien, mais comme des personnes à la solde de Berne.

D'autre part, ce qui est le plus attristant, beaucoup de maladresses sont commises par les autorités bernoises avec la meilleure volonté du monde. De l'épisode du commandant de compagnie qui fait balayer par ses soldats la rue principale d'un village de l'Ajoie et qui se fait répondre par le syndic: "Que vont manger nos oies maintenant?" au choix des oeuvres d'art, destinées à orner l'hôpital de Porrentruy, fait à Berne sans consulter personne à Porrentruy, il y a toute une liste de petites maladresses qui résultent d'une intention louable de plaire aux Jurassiens, mais à laquelle ne s'allie pas une compréhension suffisante de la psychologie locale.

Le résultat est que les autorités bernoises et le peuple de l'ancien canton sont tour à tour surpris, peiné, et indignés de ce qu'ils considèrent l'ingratitude des Jurassiens. Aussi la spirale de l'incompréhension se développe-t-elle et cela, avant tout, faute d'avoir mis le doigt sur la véritable nature du conflit, faute d'avoir pris en considération les réalités politiques et psychologiques à côté des facteurs juridiques et économiques.

Après cet inventaire des éléments du conflit, il importe d'en rechercher les solutions possibles. En effet, le temps presse et il y a péril en la demeure aussi bien sur le plan intérieur qu'extérieur. Sur le plan intérieur, le problème jurassien risque à plus ou moins longue échéance de devenir une pomme de discorde entre la Suisse romande et la Suisse allemande. Certes, jusqu'à présent, la Suisse romande n'a pas pris parti pour la cause des séparatistes: si certains organes de la presse romande ont donné l'impression contraire, cela a été plutôt le fait des correspondants locaux et de la timidité des rédacteurs de ces journaux à leur endroit. Mais je crains fort que, si dans les circonstances présentes, on ne suit pas de près les rapports entre Suisses romands et Suisses allemands, tous les facteurs qui tendent à séparer les deux groupes linguistiques finiront tôt ou tard par se manifester. Qu'on se rappelle, d'ailleurs, la situation à la veille de la première guerre mondiale: depuis quelques dizaines d'années, les élites de la Suisse romande et de la Suisse allemande avaient suivi, sans s'en rendre compte, des chemins qui s'éloignaient

- 8 -

de plus en plus, selon un processus aussi lent qu'inexorable, et ce n'est qu'après le déclenchement de la première guerre mondiale que la séparation avait éclaté au grand jour. Maintenant, depuis les années 30 et la deuxième guerre mondiale où l'unité avait été faite en face du danger commun, les rapports entre Suisses allemands et Suisses romands connaissent une stagnation et parfois même un recul. Cette fois moins en ce qui concerne les élites que la masse. La masse des Suisses romands subit en effet l'influence grandissante de la France qui s'exerce à l'aide de moyens de diffusion puissants tels que la radio, la télévision, les hebdomadaires illustrés. Or, cette masse qui voit et lit à tort et à travers et qui assimile mal peut être amenée, dans une affaire comme la jurassienne, à avoir des réactions dangereuses pour l'unité de notre pays. Aussi, le plus vite le problème aura-t-il perdu de sa force explosive, le mieux ce sera.

Sur le plan de nos relations extérieures, il est à craindre que, si le conflit ne trouve pas de solution, les dirigeants séparatistes ne soient amenés, par le dynamisme même du mouvement qu'ils ont déclenché, à faire appel d'une manière accrue à l'étranger. En premier lieu, à la France et, si ce n'est au Gouvernement, du moins aux "antichambres" plus ou moins sordides du pouvoir qui ont déjà dû se mêler de l'affaire jurassienne comme d'ailleurs du conflit entre wallons et flamands. En second lieu, et ce serait bien plus gênant pour nous, à des instances internationales telles que le Conseil de l'Europe, une fois que la Suisse aurait ratifié la Convention européenne pour la Protection des droits de l'Homme. En permettant une intrusion de l'étranger dans la politique intérieure suisse, les séparatistes violeraient un principe fondamental de notre Etat, aussi vieux que la Suisse, puisqu'il est inscrit dans le Pacte de 1291 ("Pas de juges étrangers dans nos vallées") mais il est certain qu'ils sont avant tout des révolutionnaires qui veulent aboutir à tout prix à la séparation.

Quelles sont alors les solutions possibles?

Un plébiscite ne ferait qu'aggraver les divisions entre les districts même du Jura et s'avérerait être d'une réalisation par trop

*ne reculeraient pas devant une telle perspective puisqu'ils

compliquée. En effet, un tel plébiscite devrait-il se tenir au Jura seulement ou dans tout le canton de Berne? S'il se limite au Jura, doit-il comprendre les districts du nord aussi bien que ceux du sud? Qui seront les citoyens habilités à voter au Jura? Tous les citoyens suisses domiciliés au Jura ou tous les citoyens suisses d'origine jurassienne où qu'ils se trouvent, ou les deux à la fois? Autant d'interrogations sur lesquelles les deux parties en présence ont des vues très nettes et inconciliables.

Par ailleurs, la séparation poserait plus de problèmes qu'elle n'en résoudrait: relations entre la partie nord et la partie sud du Jura, position de la ville de Bienne, situation de la minorité de langue germanique dans le Jura du nord, frustration des Jurassiens de langue française qui se sentent bernois ... elle ne serait qu'un pis aller, l'aveu d'un échec.

Il a été également proposé de détourner les énergies du peuple jurassien et en particulier celles de la jeunesse vers des tâches d'avenir en vue du développement de la région aussi bien sur le plan de l'économie que sur celui de l'éducation par exemple. Il s'agit là d'un appel fort sympathique, mais qui s'adresse à la partie rationnelle de l'âme humaine. Or, nous l'avons vu, les forces qui animent le RJ sont plutôt de nature irrationnelle: je doute fort par conséquent qu'elles soient perméables à de telles idées.

Pour ma part, je pense que l'on ne peut plus sans danger laisser Bernois et séparatistes face à face. Certes, le conflit du Jura est un conflit interne du canton de Berne. Mais, on l'a vu, il se trouve maintenant dans une impasse et rien n'indique que les deux antagonistes soient capables d'en sortir: les Bernois ont épuisé les concessions qu'on était raisonnablement en droit d'attendre de leur part et les séparatistes se sentent toujours frustrés de leurs vœux les plus sacrés.

Or, le problème du Jura est, de par ses répercussions possibles, un problème fédéral sinon juridiquement du moins politiquement. La preuve la plus évidente est que nous en parlons aujourd'hui autour de cette table. Par conséquent, une intervention est souhaitable sur le

- 10 -

plan national. Je ne pense pas que la Confédération doive elle-même prendre des initiatives. La machine de l'Etat central doit à ce stade rester encore en réserve pour être mise en marche en dernier ressort. Je pense plutôt, dans une première phase, à un arbitrage cantonal qui serait conforme à une des plus anciennes traditions helvétiques. Que l'on me comprenne bien, il ne s'agit certainement pas de reconnaître le mouvement séparatiste comme interlocuteur valable du Gouvernement bernois, mais bien les forces qu'il a dévoyées et qui, elles, sont une réalité dont on ne peut pas faire abstraction. Aussi, verrai-je le Gouvernement de Berne d'une part, et les organes et les associations représentatives du Jura d'autre part en appeler chacun de leur côté à deux cantons différents pour qu'ils désignent des arbitres qui nommeraient à leur tour des super-arbitres provenant d'un cinquième canton. Quels seraient le rôle et le but de cet arbitrage? Je ne crois pas que les arbitres devraient avoir un but fixé à l'avance si ce n'est celui d'explorer les possibilités de solution dans un esprit d'objectivité. En tout état de cause, leur rôle consisterait essentiellement à désamorcer une situation qui menace de devenir explosive et qu'on ne peut pas ignorer plus longtemps.

Professor Lüthy:

Ich bin sehr froh, dass Kollege Reverdin das meiste vorweg nahm, was den weiteren Rahmen des Problems betrifft, so dass ich mich auf die Lokalperspektive Bern-Jura beschränken darf. Ich möchte mich auch nicht beim Mythos vom tausendjährigen Staatsvolk des Fürstentums Basel aufhalten, der sich historisch leicht zerzausen lässt. Wir haben in der Schweiz keinen Anlass, allzu pedantisch über nationale Mythenbildungen zu spotten: es ist für die Equipe des "Jura libre" zu leicht, in bezug auf die populäre Version unserer Schweizergeschichte Spott mit Spott zu vergelten. Es ist offensichtlich, dass sich die geographische und siedlungsmässige Zersplitterung des Jura in seiner ganzen Geschichte widerspiegelt; vor allem die Polari-

tät zwischen dem der Freigrafschaft zugewandten Norden und dem nach Bern und dem Mittelland geöffneten Süden hat sich jahrhundertlang in divergierenden Burgrechten und Bündnissen ausgewirkt, bevor sie in der Reformation der Südhälfte und der erfolgreich durchgeführten Gegenreformation im nördlichen Teil endgültig besiegelt wurde. Die Zwitternatur dieses seltsamen Fürstentums, dessen geistlicher und weltlicher Bereich nie kongruent waren und das in den in die Eidgenossenschaft einbezogenen südlichen Tälern seit der Reformation keine geistliche und sehr wenig weltliche Autorität ausübte, während es in den als Reichslehen geltenden Einzugsgebieten der Birs und des Doubs tatsächliche staatsbildende Kraft entfaltete, ist bis heute ein Grundzug der jurassischen Frage geblieben.

Ebenso nachhaltig aber hat zweifellos das andere, kürzere, doch tief einschneidende gemeinsame Kapitel jurassischer Vergangenheit auf die Gegenwart gewirkt, nämlich die für den Nordjura 20 Jahre und den Südjura 15 Jahre dauernde Einverleibung im revolutionären und napoleonischen Frankreich, ab 1800 im Departement Oberrhein. Hier begann die Neuzeit schlechthin als intensives Miterleben einer heroischen Epoche der "Grande Nation", und zur jurassischen Geschichte gehört die französische Laufbahn so vieler Jurassier im 19. Jahrhundert. Auf dieses Kapitel historischer Existenz ausserhalb jeden Zusammenhangs mit der Schweiz folgte in schärfster Kontrastwirkung die Einverleibung in den Kanton Bern als ein Kompensationsgeschäft der Kabinettsdiplomatie des Wiener Kongresses.

Von hier stammt ein anderer Zwiespalt, der vor allem die Geschichte des Nordjura im 19. Jahrhundert geprägt hat und der noch heute durch die historischen Exegesen des "Jura libre" spukt: der Zwiespalt zwischen der Glorifizierung des fürstbischöflichen Krummstabs und dem Kult der französischen Revolution, im 19. Jahrhundert zwischen jurassischem Kleikalismus als Schutzwall gegen das protestantisch-allemanische Bern und jurassischem Radikalismus, der am äussersten Flügel des antiklerialen Schweizer und Berner Radikalismus mitkämpfte. Es ist dieser Zwiespalt, bis in die Manifestationen jurassischer Heimatliebe, der sich geradezu klassisch in der schillernden

Figur eines Xavier Stockmar ausdrückt und den Jurassiern die Verklärung dieses Politikers zum Nationalhelden so schwer macht; er war zu sehr Jurassier, um je ein guter Berner Staatsmann zu sein, zu sehr antiklerikaler Radikaler, um ein guter jurassischer Autonomist zu sein: ein Schicksal zwischen den Stühlen wie so viele jurassische Schicksale. Doch diese innerjurassischen Wirren und Zwiespältigkeiten sind nun seit 150 Jahren unentwirrbar mit dem Verhältnis des Jura zu Bern verknüpft und oft genug nach dem Prinzip des divide et impera verschärft und vergiftet worden: innerjurassische und bernisch-jurassische Klärung können fortan nicht mehr getrennt werden.

Dieses Verhältnis zu Bern war seit 150 Jahren selten ein glückliches. Es geht hier nicht darum, alte Wunden aufzureissen, von den verjährten zivil- und kirchenrechtlichen und zeitweise sogar sprachpolitischen Einbernerungsversuchen bis zur unfassbaren Brutalität des Kulturkampfes, der hier später als irgendwo sonst, nämlich erst 1921, völlig liquidiert wurde. Manche alten und neuen Kantone haben im 19. Jahrhundert solche Krisen gekannt, in denen sie knapp an der Trennung vorbeigingen. Beispiellos in unserem Lande aber ist die Dauer und Unheilbarkeit der Ehezersüttung zwischen Bern und dem Jura. Wir müssen das Bestehen eines "antibernischen Affekts" mit den vielfältigsten Erscheinungsformen im Jura als dauernde Tatsache hinnehmen.

Auf der andern Seite steht der Kanton Bern, an Eigenart und Eigenstaatlichkeit wohl das geschlossenste Gebilde der Eidgenossenschaft. In diesem bernischen Selbstbewusstsein hat der Jura kaum einen Platz. So wird im Berner Grossen Rat in Anwesenheit französischsprachiger jurassischer Vertreter mit aller Selbstverständlichkeit Berndeutsch gesprochen. Sprachkonflikte solcher Art sind eine Errungenschaft der Demokratie; das alte aristokratische Bern hätte diese Probleme nicht gehabt. Aber gerade hier setzt die separatistische Taktik mit gezielter Bösartigkeit ein: auf die gewollt provozierende Art, mit der die Intellektuellen oder Halbintellektuellen des Rassemblement Jurassien von der Berner Muttersprache als dem barbarischen Berner Patois sprechen, reagiert der Berner empfindlicher als die meisten Deutschschweizer. Hier ist sehr schnell der Punkt erreicht, wo dem Angepöbel-

ten das Blut in den Kopf steigt. So ergeben sich oft scheinbare Bagatellfälle und Tölpeleien, an denen sich aggressive Ressentiments entzünden.

So ist die Kombination Bern-Jura die schwierigste aller schweizerischen Kombinationen. Weder Geschichte noch Sprache, noch Temperament, noch gegenseitige Sympathie ergeben einen Anknüpfungspunkt, und nichts, was Bern seit einem Jahrhundert materiell für den Jura getan hat, scheint das gegenseitige Aergernis gemildert zu haben. Es ist eine müssige Ueberlegung, aber ich kann mich nicht enthalten, sie anzustellen: wie harmonisch und auf tiefe Wesensverwandtschaft gegründet wäre doch, im Vergleich dazu, ein ungetrennter Kanton Bern-Waadt gewesen! Bern hat in vielem die Rolle einer Brücke zwischen Deutsch- und Wechs Schweiz gespielt, nicht aber in Bezug auf den Jura, der ein unwillkommenes Stiefkind blieb: on nous a pris une cave et un grenier et on nous fait cadeau d'un mauvais galetas!

Dazu kommt, dass im demokratischen Einheitsstaat Bern das jurassische Anhängsel - und in diesem erst recht der periphere, abgelegene und isolierte äussere Jura - gegenüber der kompakten Masse Altbern nie ins Gewicht fiel und immer weniger ins Gewicht fällt, je mehr sein Wachstum infolge seiner Lage am Rande der grossen Zentren und Verkehrsstrassen zurückblieb. Um 1900 waren die Jurassier noch ein gutes Fünftel, heute sind sie kaum mehr ein Siebentel der Berner Bevölkerung. Formalpolitische Privilegien ändern an dieser Situation nichts. Wohl sind dem Jura zwei Sitze im Berner Regierungsrat vorbehalten, doch diese zwei Jurassier werden selbstverständlich vom ganzen Kanton aus den grossen gesamtbernischen Parteien gewählt, weshalb die traditionelle nordjurassische Mehrheitspartei der Christlichsozialen nie eine Chance hatte. Und selbstverständlich war unter den bisher neun - und morgen zehn - bernischen Bundesräten nie ein Jurassier. In gesamtbernischen Abstimmungen, die Interessen oder Affekte des Jura berühren, sind die jurassischen Resultate zwar ein Spiegelbild der dortigen Strömungen und Stimmungen, zählen aber im Gesamtergebnis kaum, auch wenn die jurassische Stimmbeteiligung zwei- oder dreimal so stark ist wie im alten Kanton. Es wäre interessant, die lange Reihe solcher Ab-

- 14 -

stimmungen auf ihre zwei Grundvarianten jurassischen Verhaltens zu untersuchen, die dem Schwanken zwischen geschlossener Reaktion gegen Altbern und innerer Zwiespältigkeit im Jura selbst entsprechen.

Keine Bewegung, auch^{und} erst recht nicht das Rassemblement Jurassien, vermag den Jura zu einer positiven Zielsetzung - einem einheitlichen Staatswillen - um sich zu scharen. Andererseits gibt der kleinste Fehltritt Bern immer wieder Anlass, den latent bestehenden Antiberner Affekt im ganzen Jura zu rein negativen Kundgebungen zu mobilisieren. Diese Schlussfolgerung scheint auch das Rassemblement Jurassien gezogen zu haben: durch das Scheitern seiner positiven Vorstösse belehrt, konzentriert es sich immer eindeutiger auf die Taktik, ein Trommelfeuer von Aggression, Provokation und Polemik zu unterhalten. Dass es sich damit innerhalb der Schweiz und selbst der Romandie immer mehr isoliert und deshalb seine Zuflucht in der "Internationalisierung" sucht, darf uns nicht beruhigen: damit wird ein altes und echtes Gefühl jurassischer Isoliertheit am Rande des eidgenössischen Lebens neu verstärkt, und eine weitere Radikalisierung und Entfremdung ist die Folge.

Was könnten wir tun, dieses Problem, das nachgerade zum Alpdruck wird, zu überwinden? Ich glaube eine erste Möglichkeit können wir wenigstens in diesem Kreis zum vornherein von der Diskussion ausschliessen: jene Art gewaltsamen Einschreitens, die dem Obrigkeitsstaat einst offen stand, die im Jura im 19. Jahrhundert leider tatsächlich mehrmals geübt wurde und die auch heute unter den erbittertesten Bernern einige Verfechter findet, die aber in der heutigen inneren und äusseren Lage der Schweiz einfach ausgeschlossen ist.

Wenig nützlich ist auch - womit wir uns gegenwärtig allzuleicht begnügen - die Exzesse zu verurteilen und die Führer des Rassemblement zu gutwilligem Dialog und eidgenössischer Zusammenarbeit mit Bern zu ermahnen. Die Erfahrungen der NHG sind in dieser Beziehung ausreichend. Solche Ermahnungen übersehen vor allem, dass das Rassemblement eben gerade nicht auf Zusammenarbeit, sondern auf den Bruch mit Bern hinarbeitet und dass es für die Separatisten im Grunde gar nichts gibt, worüber sie mit Bern reden könnten, ausser über die Modalitäten

- 15 -

der Trennung - d.h. gerade über das, worüber Bern sich seinerseits zu sprechen weigert.

Eine andere, heute vielleicht die verbreitetste, begreiflichem Ueberdruss entspringende Haltung ist, das ganze Problem als innerbernerische Angelegenheit sich selbst zu überlassen, in der Hoffnung, dass es mit genügend Geduld und Polizei sich schliesslich selbst erledige, die Béliers alt und müde werden, die Gemüter sich beruhigen und der Separatismus in seiner Sackgasse absterbe. Ich fürchte, diese Rechnung werde nicht aufgehen.

Ein ernsthafterer Lösungsversuch ist der Vorschlag, das Jura-Problem als soziologisches und wirtschaftliches Entwicklungsproblem zu entpolitisieren und durch ein aktives Entwicklungsprogramm den Jura aus seiner wirtschaftlichen und psychologischen Isolierung herauszuführen. Es ist der Vorschlag, den Professor Böhler im August 1964 - einige Tage vor Les Rangiers - in einem nuancierten Artikel in der NZZ suggerierte, den dann, in vergrößerter Form, die NHG aufgriff und bald wieder fallen liess, weil die Dramatisierung der Dinge den Gedanken so langfristiger und komplexer Heilmittel in den Hintergrund drängte. Ich glaube, dass "Entwicklungshilfe" im weitesten Sinn bei jeder Inangriffnahme des Juraproblems gewichtig mitspielen müsste, aber ich glaube auch, dass es - wie so oft - zu spät ist, sich damit zu begnügen. Um kurzfristig zu wirken, müsste ein solches Projekt gewaltige, amerikanische Ausmasse einer Tennessee Valley Administration annehmen. Das ist heute in der Schweiz ausgeschlossen, und ich weiss auch nicht, ob es wünschbar wäre. Wenn ich den Geist der Freiberge bedenke, fürchte ich, dass eine solche forcierte Entwicklungshilfe als eigentliche Aggression gegen die Eigenart des Jura erscheinen könnte. Ihre Motivierung als Heilmittel gegen den Separatismus würde sie in den Augen vieler Jurassier doppelt fragwürdig machen.

So kommen wir doch wieder zu den politischen Lösungsvorschlägen zurück, welche die gefürchteten Probleme von Selbstbestimmungsrecht, Territorialhoheit und Eigenstaatlichkeit aufwerfen. Ich möchte immerhin vorausschicken, dass die bernische Verfassungsrevision vom Oktober 1950 vielleicht unbedachterweise, aber feierlich diese politische Fragestellung legitimiert hat, indem sie das - später noch mit eigener Fahne und Wappen sanktionierte - Nebeneinanderbestehen eines "Volkes

- 16 -

des alten Kantonsteils" und eines "Volkes des Jura" ["le peuple de l'ancien canton et celui du Jura"] anerkannt hat: eine seltsam bürokratisch-papierene Ausdrucksweise, die in klaren Worten einfach heisst, dass es ein Berner Volk und eine nicht zu diesem Volk gehörende Bevölkerung des Jura gibt, deren Angehörige sich niemals als Berner, sondern, auch wenn sie nicht Separatisten sind, als Jurassier oder "patriotes jurassiens" bezeichnen. Nachdem diese Anerkennung einmal erfolgt ist - und es wäre heute schwierig, sie zurückzunehmen - , ist auch die Frage des Verhältnisses dieser beiden Bevölkerungen als staatsrechtliches Problem anerkannt, und es kann zwar die Opportunität, aber nicht mehr die Legitimität staatsrechtlicher Autonomieforderungen für den Jura bestritten werden.

Auf die Einzelheiten der gegenwärtig innerhalb des Kantons Bern zur Debatte stehenden Vorschläge der Jurassischen Deputation brauche ich hier nicht einzugehen. Diese Vorschläge sind ja kein Ganzes, sondern ein seltsam konzeptionsloses und unverarbeitetes Durcheinander von Kleinkram und extremen Forderungen. Sie kennen das verfassungsrechtliche Gutachten der Experten Hans Huber, Max Imboden und Louis Python über jene Vorschläge, die staatsrechtliche Bedeutung haben. Es ist eine entmutigende Lektüre. Kurz gefasst, besagt es, dass für eine echte regionale Autonomie innerhalb des Kantons Bern zwischen dem kantonalen Staatsapparat und der sehr weitreichenden Gemeindeautonomie praktisch kein Raum vorhanden ist. Die dem Jura zugedachten Sonderrechte, die sich auf Schutz gegen Majorisierung, eigenen Wahlkreis, Uebersvertretung im Regierungsrat und Anrecht auf einen Ständeratssitz beziehen, lassen sich mit der in der Bundesverfassung garantierten Gleichberechtigung der Bürger nicht vereinbaren. Die Schlussfolgerung ist zwingend, dass innerhalb eines schweizerischen Kantons jene Privilegierung von Minderheiten verfassungsmässig und sachlich nicht möglich ist, die innerhalb des eidgenössischen Bundesstaats als selbstverständlich gilt, wo ja im Ständerat und zu Verfassungsabstimmungen die 30'000 Einwohner von Uri die Million von Zürich aufwiegen und 11 1/2 Kantone, die rund einen Fünftel der schweizerischen Bevölkerung umfassen, das Votum der übrigen vier Fünftel annullieren können. Die Schweiz ist föderalistisch, die Kantone sind es nicht.

- 17 -

Für den leider wahrscheinlichen Fall, dass der Kompromissversuch der Jurassischen Deputation in einer Sackgasse endet, steht ein letzter Lösungsvorschlag in Form des Projekts Schürch für einen föderalistischen Umbau des Gesamtkantons Bern in Reserve. Es ist zu früh, uns darüber zu äussern, und wir können dem Vorstoss nur Glück wünschen, weil er mindestens die Geister in Bewegung bringen kann. Aber die Künstlichkeit des Projekts, das keinerlei echten Wünschen und Begehren des alten Kantonsteils entspricht, ist augenfällig, und ich zweifle sehr daran, dass die Altberner dafür gewonnen werden können, ihren ganzen Kanton bis zur Unkenntlichkeit umzumodeln, nur um die Sonderwünsche einer kleinen Minderheit im Jura zu befriedigen.

Wir stehen also vor einer ganzen Auswahl komplizierter, gewundener und wenig überzeugender Ersatzlösungen für jene eine Lösung, die aus dem Bereich des Denk- und Diskutierbaren verbannt werden soll und die doch als unerlöstes Gespenst hinter all diesen Beschwörungsversuchen umgeht: die Kantonstrennung, d.h. die Lösung des Juraproblems nicht mehr auf kantonal-bernischer, sondern auf eidgenössischer Ebene. Ich glaube, es ist nicht gut, solche Gespenster Generation um Generation unerlöst umgehen zu lassen. Schon aus Gründen der geistigen Hygiene wäre es besser, die realen Möglichkeiten und Schwierigkeiten, Vorzüge und Nachteile der Schaffung eines neuen Kantons in aller Offenheit und Oeffentlichkeit zu erwägen.

Ich nehme die apodiktischen Gegenargumente vorweg, mit denen diese Perspektive meist vor Beginn jeder Diskussion unter den Tisch gewischt wird, wobei ich die formal-verfassungsrechtlichen Einwände vorerst beiseite lasse:

1. Die altbernische Mehrheit würde einer solchen Sezession nie zustimmen. Man soll in der Politik niemals "nie" sagen. Es gibt Symptome dafür, dass die Berner dieses ewigen Aergernisses überdrüssig werden könnten. Die Einheit Bern--Jura ist historisch und psychologisch zu wenig verankert, als dass sie ein unverbrüchliches Dogma wäre. Und wenn Bern Ja sagen würde, dann würde die übrige Eidgenossenschaft sicherlich nicht Nein sagen. Wir alle würden aufatmen, wenn dieses Minderheitsproblem, das so wenig ins Bild der Eidgenossenschaft passt, auf gütlichem Wege gelöst werden könnte.

2. Der Jura selbst hat die Trennung verworfen. Das Gesamtergebnis von 1959 war zu knapp und zu verworren, um als unwiderruflich zu gelten. Der protestantische und der Schweiz zugewandte Südjura hat damals die vom Rassemblement Jurassien propagierte Trennung verworfen, weil er nicht selbst zur Minderheit im Schlepptau einer knappen, aber kompakten katholischen und "frankophilen" nordjurassischen Mehrheit werden wollte. Die vom Rassemblement Jurassien propagierte Einheit eines "Jura un et indivisible" ist ebenso ahistorisch und fragwürdig wie die Einheit Bern-Jura.

Eine Auflösung Berns in zwei Halbkantone Bern und Jura - gleichgültig wo die Grenze gezogen würde - ist für Bern völlig unzumutbar. Ebenso wenig hilfreich ist die heute verbreitete bernische Zornreaktion, nun einfach die widerspenstigen drei Amtsbezirke des äusseren Jura aus dem Kanton zu entlassen. Die erste Folge wäre eine vom amputierten "Kanton Nordjura" ausgehende irredentische Agitation im bernischen Südjura; die zweite, vielleicht verhängnisvollere, eine völlige Entfremdung des nun doppelt isolierten und geradezu ausgestossenen "Pruntrutler Zipfels" von der Schweiz. Das gestellte Problem ist tatsächlich ein Doppelproblem: die Beziehung des Jura als Ganzes zu Bern und die Beziehung der Teile des Jura zueinander.

Lassen Sie mich deshalb in Gedanken ans Reissbrett sitzen und mit aller Naivität die theoretisch ideale Lösung suchen: Der alte Kantonsenteil Bern, der die ganze wirkliche Masse, die Substanz und Tradition Berns enthält, bliebe selbstverständlich der Kanton Bern und ein Vollkanton der Eidgenossenschaft. Daneben entstünde ein neuer Kanton oder vielmehr ein Doppelkanton Jura, der nach dem Vorbild der beiden Appenzell und Unterwalden aus einem cis- und einem tranjurassischen Halbkanton gebildet würde. Die historischen Namen und heraldischen Allegorien hätten die Jurassier schnell gefunden. Es bliebe ihnen überlassen, sich in jedem Kantonsteil selbständig zu organisieren, sich über ihre Beziehungen ins Einvernehmen zu setzen und vielleicht sogar eines Tages, wenn die heutigen Rankünen überlebt sind, einen Zusammenschluss anzustreben; wobei dem Südjura die natürliche (und historische) Rolle der Brücke zu Bern und zur Eidgenossenschaft zufiele.

Ich weiss, dass ein Land kein Reissbrett ist, dass die Quadratur des Kreises nie aufgeht und dass die Prozedurschwierigkeiten auf den ersten Blick als ungeheuer erscheinen; territoriale Aenderungen gehören nicht nur im zwischenstaatlichen Leben, sondern auch innerhalb eines Bundesstaates zu den schwierigsten und unlösbarsten Fragen, weil alles geltende Recht und alle in ihm vorgesehenen Prozeduren in den bestehenden Staaten verankert sind. Andererseits wäre diese scheinbar abstrakte Reissbrettlösung vielleicht die einzige, die sowohl die bernisch-jurassische wie die innerjurassische Spannung überwinden könnte und bei der sich niemand vergewaltigt fühlen müsste, weil sie der Geschichte, der Geographie und der sprachlichen, politischen und konfessionellen Komplexität des Gebiets entspräche. Gewiss würden sich an den Rändern dieser "Kantonsgründung" einige Sonderprobleme stellen, die von allen Seiten als solche anerkannt sind und bei jedem vom status quo abweichenden Lösungsversuch auftreten müssten. So wären sogar die Einheitsfanatiker des Rassemblement Jurassien bereit, dem Amtbezirk Laufen jedes Optionsrecht, auch etwa für Solothurn oder Basel zuzugestehen. Auch Biel, das eigentlich die natürliche Hauptstadt eines Kantons Südjura und die "Brücke zur Schweiz" wäre, könnte ein Optionsrecht wünschen. Eine solche territoriale Neuordnung unseres Nordwestwinkels erscheint zwar staatsrechtlich kompliziert, ist aber jedem politischen Vorstellungsvermögen plastisch zugänglich und unvergleichlich verständlicher, einfacher und einleuchtender als alles, was seit bald zwanzig Jahren an Kompromissversuchen ausgemarktet wird. Nicht erst die notwendigerweise langwierige Verwirklichung mit allen dabei aufgeworfenen Einzelfragen, vom Statut Biels bis zu dem des Laufentals, über die ein umfassendes "Vernehmlassungsverfahren" jeder Fixierung abstimmungsreifer Vorlagen vorausgehen müsste, sondern schon die offene grundsätzliche und sachliche Erörterung einer solchen Lösung als realer Möglichkeit könnte die Wirkung haben, die Auseinandersetzung der Geister im Jura selbst aus ihrer gegenwärtig hoffnungslosen Sackgasse steriler Trotzhaltungen und gegenseitiger Landes- oder Heimatverratsbezeichnungen herauszuführen und jene von Hypotheken unbelastete innerjurassische Aussprache über die konkrete Gestaltung des eigenen

- 20 -

Zusammenlebens in Gang zu bringen, die allein aus dem blossen Hadern mit der Vergangenheit erlösen kann und die die eigentliche Voraussetzung jeder Klärung ist. In dieser Perspektive ist sogar eine Ernüchterung der Separatisten nicht ausgeschlossen, wenn sie einmal aufhören könnten, mit blinder Erbitterung gegen die Mauer des einen und unteilbaren Kantons Bern anzurennen, und dafür konkret darüber nachzudenken hätten, wie denn ihre "Patrie jurassienne" aussehen könnte und müsste. Umgekehrt glaube ich, dass die Altberner auf die Dauer bei nüchterner Besinnung kein Interesse daran fänden, ein Veto gegen die offene Erörterung einer Lösung einzulegen, bei der ihr Kanton in Wirklichkeit nichts verlöre, sondern vielmehr seine innere Einheit, seine Eintracht und sein gutes Gewissen widerfände. Die Eidgenossenschaft als Ganzes aber hätte den Gewinn, endlich wieder einmal zu erproben, dass unser Bundesstaat überhaupt noch imstande ist, ein Problem anzupacken und zu lösen, ohne bei jedem Schritt vor Prozedurschwierigkeiten zu kapitulieren, eine Fähigkeit, an der wir seit einigen Jahren ernsthaft zu zweifeln beginnen.

Diese Prozedurschwierigkeiten, beginnend oder vielmehr endend mit der Neufassung der Artikel 1 und 5 der Bundesverfassung, will ich nun nicht mehr erörtern. Eine Diskussion lohnte sich ja überhaupt nur, wenn die Idee selbst als diskutierbar erscheint. Ein solcher neuer Stein im schweizerischen Mosaik widerspricht nicht dem Geist des Bundesstaates, wohl aber dem Buchstaben der Verfassung, und unsere Tradition der stückweisen Verfassungsrevision in Permanenz hat ja im Schweizervolk nicht die Gewohnheit gezüchtet, den Buchstaben eines Verfassungsartikels als unantastbares Heiligtum über die Praxis zu stellen.

Conseiller fédéral Lepori:

Après les interventions d'un orateur romand et d'un alémanique, je voudrais faire entendre la voix de la Suisse italienne. Je ne peux pas apporter la proposition d'une solution nouvelle mais seulement exprimer ma conviction personnelle telle qu'elle résulte de l'examen de la situation.

Il n'y a pas lieu de s'étendre sur les causes de la tension actuelle si ce n'est pour souligner l'importance d'un phénomène que M. Reverdin a signalé et qui échappe fréquemment aux Suisses alémaniques: je veux dire les sentiments des minorités nationales vis-à-vis de la majorité. Une force immanente pousse ceux qui appartiennent à la majorité à résoudre leurs propres problèmes d'une manière prioritaire même s'ils sont pleins de compréhension pour les préoccupations de la minorité. La minorité ressent très fortement cela, ces ressentiments s'accumulent et provoquent une insurrection spirituelle contre la majorisation.

Je voudrais maintenant toucher un autre point: à savoir l'importance des éléments historiques. L'histoire pèse sur les peuples, chaque communauté développe ses mythes. Les blessures subsistent dans la conscience des minorités qui ont été autrefois soumises à une domination extérieure. Ainsi, le thème du "Landvogt" continue à agiter parfois le Tessin qui est pourtant libre depuis plus de 160 ans. De semblables réminiscences sont vivaces au Jura, et les concessions faites par Berne, concessions presque surprenantes par leur importance et qui représentent quelque chose d'absolument singulier, n'ont pas empêché que l'atteinte psychologique ne se manifeste à nouveau. Il faut prendre acte de la situation et réfléchir aux solutions possibles.

La solution d'un canton indépendant du Jura ne ferait que transposer l'antagonisme sur le plan régional (Jura du nord et du sud) et ne peut donc être retenue. Créer d'autre part un Jura amoindri, limité aux seuls districts du nord, serait déclencher une nouvelle controverse et provoquer les dangers de l'irrédentisme. Quant à l'idée avancée par le Prof. Lüthy, elle soulève d'emblée des difficultés tenant aux limites de l'entité nouvelle: quel serait d'ailleurs le

sort des Bernois restant dans le Jura; et la population du Jura d sud voudrait-elle se laisser détacher du canton de Berne ? Autant questions qui montrent que cette idée, plutôt qu'une solution toute faite, doit être considérée comme une hypothèse de travail.

A long terme, un arbitrage me paraît une idée heureuse. Il suppose cependant un compromis qui ne peut être improvisé. A mon avis, il faudrait procéder d'abord à une large enquête qui serait placée sous la responsabilité du Conseil fédéral. C'est ce dernier, en dépit de la conception qu'il a lui-même formulée, qui devrait mettre en oeuvre une solution s'inspirant de la vieille tradition suisse de l'arbitrage confédéral. Au premier stade, un organe de médiation procéderait à une enquête menée entièrement en dehors des structures officielles. Le gouvernement bernois devrait uniquement donner son accord sur le principe de l'enquête et sur les personnalités qui s'en chargeraient. Cet organe de médiation devrait pouvoir librement se mettre en contact avec tous les interlocuteurs possibles, aussi bien au sein des partis, de la députation jurassienne (où se dénote une subdivision en un groupe centriste, flanqué de deux ailes extrémistes), des églises et également des séparatistes qui constituent une réalité avec laquelle il faut d'abord compter.

Je voudrais aussi vous faire part de quelques idées sur le problème constitutionnel. Le droit représente une création continue et il faut savoir éviter le risque de figer le droit constitutionnel. Au XIXe siècle, l'Etat fédératif constituait une réalité nouvelle qui a conduit à un échafaudage juridique nouveau lui aussi. Il n'y aurait pas lieu actuellement de refuser la discussion des propositions de la députation jurassienne. Il importe de voir le problème de façon pratique plutôt que de laisser les camps en présence se renvoyer les responsabilités.

Si le Conseil fédéral nomme une commission de médiateurs qui se chargeraient d'une enquête et de contacts, et définit les secteurs sur lesquels porterait cette investigation, cela pourrait conduire à une série de propositions, donnant lieu à un nouveau courant d'opinions, même si elles n'étaient pas acceptées par les séparatistes. Un tel

- 23 -

courant pourrait permettre un nouveau plébiscite qui trancherait une fois pour toutes les discussions sur la situation du Jura. Le Prof. Lüthy définissait tout à l'heure un séparatisme endémique au Jura: une tendance de cet ordre peut être efficacement combattue en donnant la parole au peuple lui-même.

Je crois enfin que nous ne devrions pas trop nous préoccuper de l'étranger dans toute cette affaire. L'étranger pense d'une manière variable à propos des pays. En tout état de cause, on ne peut pas compter sur une prédisposition particulièrement favorable comme la Suisse a tendance à vouloir la créer. Je constate que nos problèmes et nos difficultés sont bien petits à côté de ceux des Etats qui nous entourent.

Nationalrat Hofer:

Nachdem sich meine Vorredner von neutraler Warte aus des Problems angenommen haben, ist es meine Aufgabe, mich als Berner dazu zu äussern.

Meine ersten Eindrücke vom aktuellen Jurakonflikt entstanden aufgrund der Informationen, die ich mir während meines Berliner Aufenthaltes in den Zeitungen zusammensuchte. Schon damals fiel es mir schwer, für bare Münze zu nehmen, was zur Jurafrage geschrieben wurde. Mir schien es, als wären die Proportionen verloren gegangen, wenn von Verlust der Freiheit und Unterdrückung durch Bern die Rede war, als enthielte der Konflikt lauter künstliche Elemente.

Es ist hier nicht der Ort, über die Berechtigung der Vorwürfe zu diskutieren, die beide Seiten erhoben und immer noch erheben. Vielmehr ist zu untersuchen, wie es zu solchen Vorwürfen kommen konnte.

Forscht man nach den Ursachen der gegenwärtigen Auseinandersetzung, so darf ein Element nicht unterschätzt werden: der neue geistige Imperialismus Frankreichs. Wir haben es mit einer Erscheinung zu tun, wie sie sich in der Geschichte oft wiederholt: Aus einer defensiven Haltung wird offensive Anmassung. Die nachfolgende Offensive ist in der ihr vorangegangenen Defensive begründet. So erkläre

ich mir die Verhältnisse im heutigen Frankreich. Dass diese Vorgänge auf die Schweiz zurückwirken, braucht uns nicht zu überraschen. Bezeichnend ist, wie berühmte Persönlichkeiten, ich denke an Rousseau oder auch Honegger und Ramuz heute einfach als Franzosen in Anspruch genommen werden. Eine Parallelität zum deutschen Imperialismus der dreissiger Jahre lässt sich kaum leugnen. Doch waren damals in der deutschen Schweiz starke Abwehrkräfte vorhanden - ich frage mich, ob die französische Schweiz heute dieselben Abwehrkräfte besitzt.

Der Jurakonflikt enthält manche Widersprüchlichkeit. Ich denke an den sprachlichen Faktor, der eine so grosse Rolle spielt. Im Jura wurde von Bern sofort französisch als Amtssprache anerkannt, während am Hofe des Fürstbischofs im ancien régime Deutsch die Amtssprache war. Die Taktik der Separatistenführer erinnert mich an irredentistische Bewegungen früherer Zeiten. Ich möchte noch weiter gehen: Das Gebaren dieser Leute, ihre Schlagworte, ihre Intoleranz, ihre Lieder und Emblème tragen deutlich faschistische Züge.

Uns wurde die Aufgabe gestellt, die Jurafrage zu diskutieren und nach allfälligen Lösungsmöglichkeiten Ausschau zu halten. Um aber eine adäquate Lösung zu finden, müsste man vorerst wissen, welches das konkrete Ziel der separatistischen Bewegung ist. Die aber blieb uns bisher verborgen. Deshalb ist es so schwer, zu einer vernünftigen Diskussion zu kommen. Nach den Referaten von Nationalrat Reverdin und Prof. Lüthy bin ich in der Frage, ob eine Lösung überhaupt möglich ist, noch pessimistischer geworden. Jede Form grösserer Autonomie würde die Jurassier früher oder später Frankreich in die Arme treiben. Der Einfluss Frankreichs auf einen von Bern getrennten Kanton Jura müsste noch viel grösser sein, als er dies jetzt schon im mit Bern verbundenen Nordjura ist. Aus diesem Grunde kann ich auch den Vorschlag von Herrn Prof. Lüthy nicht billigen, abgesehen davon, dass der separatistische Wille eine Aufteilung des Jura strikte ablehnen würde.

Auch die Idee eines Schiedsgerichts lässt sich kaum verwirklichen; denn sie steht mit dem Fanatismus der Separatisten in Widerspruch. Ein Schiedsspruch würde von den Separatisten nie befolgt, wie günstig er auch lauten möge.

- 25 -

Ebensowenig scheint mir die Aufteilung des Kantons Bern in zwei Halbkantone opportun, von einer Föderalisierung des Kantons im Sinne des Plans Schürch gar nicht zu reden. Blosser wirtschaftliche "Entwicklungshilfe" kann das Problem auch nicht lösen. Was also bleibt zu tun?

Hier möchte ich einen Gedanken einflechten, der an gewisse Äusserungen meiner Vorredner anknüpft. Ob der ganze Konflikt viele künstliche Elemente enthält ^{oder} /ob er in einem objektiven Sinn real ist, ist unerheblich: Es gilt ihn ernst zu nehmen. Die Separatisten rütteln an den Grundlagen der Bundesverfassung, nicht nur, indem sie fremde Richter anrufen, sondern auch indem sie gegen die verfassungsmässig garantierte Einheit des Kantons Bern verstossen. Dabei darf nicht vergessen werden, was Bern für die "suisse romande" getan hat. Ich würde sogar zu behaupten wagen, dass es ohne Bern keine welsche Schweiz gäbe. Dass uns der Konflikt zu einer Teilrevision der Bundesverfassung zwingen könnte, wäre an und für sich nicht schwerwiegend; in absehbarer Zeit wird sich ohnehin eine Totalrevision der Verfassung aufdrängen. Was mir hingegen Sorgen macht, ist die Gefahr, einen Präzedenzfall zu schaffen. Es gibt noch andere sprachliche Minderheiten in der Schweiz (Freiburg, Wallis etc.), deren Existenz bisher nicht zu eigentlichen Konflikten geführt hat. Wer aber garantiert uns, dass das Beispiel des Jura und die Lösung seines Problems nicht Schule machen könnte?

Dr. Probst:

Als gebürtigem Bieler liegt mir daran, auf die besondere Stellung meiner Heimatstadt aufmerksam zu machen. Von den heute nahezu 80'000 Einwohnern Biels spricht ungefähr ein Drittel als Muttersprache Französisch. Biel war ursprünglich eine rein deutschsprachige Gemeinde, ist aber durch Zuzug, vor allem aus dem Südjura, allmählich "französisiert" worden. Das Zusammenleben der beiden Sprachgruppen hat in Biel nie zu grösseren Schwierigkeiten geführt.

In seinem Vorschlag eines neuen Doppelkantons Jura sieht Prof. Lüthy ein Optionsrecht für die Stadt Biel vor, das den Bielern die Wahl liesse, sich dem neuen Halbkanton Südjura anzuschliessen oder bei Bern zu verbleiben. Bei näherer Betrachtung erweist sich ein solches Optionsrecht als unzureichender Lösungsversuch. Biel ist mit Bern ebenso verbunden wie mit dem Südjura. Bleibt Biel bei Bern, so würden die französisch-sprechenden Südjurassier Biels von Ihrer Heimat - dem neuen Halbkanton Südjura - getrennt. Stimmen die Bieler aber für einen Anschluss an den Südjura, so würden die meisten der 50'000 Deutschschweizer von ihrem natürlichen Hinterland abgeschnitten. Neue Minderheiten mit neuen Problemen wären geschaffen.

Trotzdem soll diese Frage diskutiert werden, sei es auch nur um der - von Prof. Lüthy hervorgehobenen - "geistigen Hygiene" willen. Eines ist sicher: Biel darf im Juragespräch nicht als "quantité négligeable" behandelt werden. Das Juraproblem ohne Biel lösen zu wollen hiesse, es ungelöst lassen.

Bundesrat Wahlen:

Ich möchte den beiden Referenten für ihre wertvollen Ausführungen bestens danken. Ganz besonders hat mich die Stellungnahme des Welschschweizers gefreut, der sich über die Parteien gestellt hat und in seinem weisen Urteil ausserordentlich gerecht war. Von dieser Einstellung her ist das ganze Problem anzugehen.

Vor zwei Tagen nahm ich an der Feier im Berner Münster aus Anlass der 150-jährigen Zugehörigkeit des Jura zum Kanton Bern teil. Es war keine Freudenfeier. Resignation dämpfte die Gemüter. Das Gleiche gilt für unsere heutige Diskussion. Wir alle suchen eine wirkliche Lösung. Bis heute sind wir nicht auf sie gestossen. Trotzdem dürfen wir uns in unserer Suche nicht beirren lassen und müssen die Gewissheit bewahren, dass eine Lösung schliesslich gefunden werden kann. Sollten wir resignieren, so würden wir den schweizerischen Staatsgedanken verraten, der die Pflege der Vielfalt in der Einheit zum Gebot hat.

Zweifellos ist unsere Aufgabe gross. Es mag heilsam sein, dass sie jetzt und in ihrer ganzen Schärfe aufgeworfen wird. So sind wir gezwungen, zur Frage der Minoritäten in unserem Land und der Wahrung ihrer Rechte Stellung zu nehmen. Das Problem reicht weit über die Grenzen des Jura hinaus. Es geht um die Gefahr der Entfremdung ganzer Sprachgruppen. Die Aufgabe, die vor uns steht, wird uns durch das Juraproblem immer wieder vor Augen geführt.

Der Bundesrat hat sich mehrmals mit dem Juraproblem befasst, und ich selbst habe mich von Anfang an damit beschäftigt. Im Einverständnis mit dem Bundesrat hatte ich am 60. Marché-Concours in Saigne-légier als Berner Bürger gesprochen und zum Dialog - nicht zwischen Bern und dem Jura allein, sondern auch zwischen Nord- und Südjura - aufgerufen. Die Anregung wurde von den Separatisten mit Jubel begrüsst, während der alte Kantonsteil stumm blieb. Sie bekam damit eine Färbung, die ihr nie zgedacht war. Was ich anregte, wurde von den Separatisten ins Gegenteil verkehrt, und ich hatte eine richtigstellende Erklärung abzugeben. Es ist schade, dass jede Gelegenheit dazu benutzt wird, Unfrieden zu stiften, und sich immer wieder Mitläufer einfinden.

Was die innerbernerische Diskussion anbetrifft, so ist das Gutachten Huber/Imboden/Python am 2. Juli der jurassischen Deputation übergeben worden. Da ergänzende Fragen gestellt wurden und einer der Experten erkrankte, war eine Behandlung des ganzen Komplexes in der Novembersession des Grossen Rats nicht möglich. Der Grosse Rat wird sich nun erst nach den Neuwahlen vom Mai 1966 damit befassen können. Dieses Zuwarten dürfte dazu beitragen, dass die Jurafrage nicht ein Element im Wahlkampf wird.

Eine Arbitrage in der Jurafrage dürfte grosse Schwierigkeiten zu überwinden haben. Es wird auch kaum ein Schiedsspruch zu finden sein, der für beide Seiten annehmbar wäre. Auf rechtlichem Boden allein lässt sich keine befriedigende Lösung finden.

Sollten sich die Separatisten an den Europarat wenden, so wird dort eine nähere Prüfung bald zeigen, dass der Jura über eine weitgehende Autonomie verfügt, die ohne Beispiel in -- oder ausserhalb der Schweiz ist.

- 28 -

Zweifellos ist das Ablenken vom Streit durch gemeinsames Anpacken von Zukunftsaufgaben Bestandteil einer Lösung. Man muss sich auch mit materiellen Problemen befassen. Doch kann das nicht mehr als ein Teil des Dialogs in Richtung auf eine Versöhnung sein.

Der Bundesrat ist der Auffassung, dass der Bund in diesem Stadium ohne eine Aufforderung der Berner Behörden nicht intervenieren soll. Selbst eine juristische Intervention gegen den Willen eines Teils der Eidgenossenschaft würde Zwietracht schaffen und das Altberner Volk gegen den Bundesrat aufbringen. Ich möchte mich Herrn Reverdin anschliessen, wenn er sagt, dass wiederholte Plebiszite uns dem Ziel nicht näher bringen.

Gewiss sind der bernischen Regierung psychologische Fehler unterlaufen. Es ist ihr aber zugute zu halten, dass sie oftmals einfach nicht um ein Einschreiten herum kam.

Herr Professor Lüthy hat die Schaffung zweier jurassischer Halbkantone angeregt. Das Beispiel Biels zeigt, dass eine Reihe von Grenzproblemen entstünden, die das Projekt früher oder später zum Scheitern bringen müssten. Wie schwierig auf diesem Gebiet Resultate zu erreichen sind, beweisen die Gespräche mit unsern Nachbarländer über Grenzfragen, und innerstaatlich sind die sich stellenden Probleme kaum einfacher.

Ich bin überzeugt, dass es zur Lösung der Psychologie und des Dialogs bedarf. Der Dialog - Rückhalt der Demokratie - muss geführt werden. Freiwillige Kräfte sollten sich einschalten. Der Dialog muss auf allen Ebenen zwischen Nord- und Südjura, zwischen Jura und Bern, und auf eidgenössischem Boden stattfinden. Im eidgenössischen Rahmen fällt sprachlichen Minderheiten eine besondere Aufgabe zu. Die welsche Schweiz mit ihrer positiven Haltung und auch der italienisch sprechende Teil unseres Landes können viel ausrichten und helfen. Man hätte sich an die zahllosen Unentschiedenen im Jura zu wenden, die allzu leicht Opfer der Extremisten werden.

Auch die jurassische Deputation im Grossen Rat sollte vermehrt ins Gespräch auf allen Stufen einbezogen werden. Innerhalb der Fraktionen der Parteien, wie auch unter den Berner Vertretern in den

eidgenössischen Räten ist vermehrt zu sprechen und nach Mitteln und Wegen zu suchen. Den Erziehern und der Kirche fallen grosse Aufgaben zu, denn jedermann sollte sich zum Dialog verpflichtet fühlen. Ein solches Gespräch wird nur langsam zum Ziele führen.

Prof. Böhler:

Ich möchte an die beiden von Bundesrat Wahlen in die Diskussion geworfenen Begriffe "Dialog" und "Psychologie" anknüpfen, da auch mir mit ihnen das Kernproblem der Jurafrage umschrieben scheint. Es gilt in erster Linie die psychologischen Aspekte des Konfliktes differenzierter zu durchleuchten. Die Frage nach der "realen" resp. "künstlichen" Natur der Auseinandersetzung erübrigt sich, denn die psychischen Gegebenheiten sind genau so real wie die physischen, und dass zumindest eine psychische Konfliktsituation gegeben ist, wird niemand leugnen. Jede gegenteilige Betrachtungsweise ist Ausfluss eines materialistischen Denkens unserer Zeit und geht an der tieferen Realität des menschlichen Lebens, auch des politischen, vorbei. Die Tatsache, dass die Separatisten einem Mythos nachhängen und neue Mythen bilden, hat so gesehen nichts Ausserordentliches an sich. Wir alle haben unseren Mythos, dies sollte uns Schweizern deutlich bewusst sein. Mythenbildung und Mythenverehrung sind urmenschliche Bedürfnisse

Die psychologische Betrachtungsweise geht eng mit der historischen zusammen. Beide öffnen den Blick für die grossen Zusammenhänge und stellen das einzelne Ereignis in einen weiteren Rahmen, in dem es erst seinen menschlichen und historischen Sinn erhält und verständlich wird. Der Jurakonflikt, so wie er sich uns heute darstellt, ist keine isolierte Erscheinung. Es liegt auf ihm eine grosse geschichtliche Hypothek. Andererseits kann auch der wachsende Einfluss Frankreichs im Jura nicht einfach als Folge einer Marotte De Gaulles abgetan werden. Die Ursache dazu liegt vielmehr in einer Desintegrationswelle, die unsere Welt erfasst hat. Die starren Fronten der Nachkriegsjahre machen einer pluralistischen Staatengemeinschaft Platz. Aber auch die innere Kohärenz der Staaten geht verloren.

Überall erheben sich Minderheiten, die ein neues Selbstbewusstsein gewonnen haben. Psychologisch ist das - wenigstens teilweise - dadurch zu erklären, dass der gemeinsame Feind fehlt. Auch in der Schweiz kennen wir diese Erscheinung. Der gemeinsame Feind hat die Schweizer-Kantone eh und je zum Zusammenschluss gezwungen, auch wenn sie noch so gerne eigene Wege gegangen wären. Man muss die Situation im Jura einmal unter diesem Gesichtspunkt betrachten.

Das Juraproblem ist rational nicht zu lösen, weder staatsrechtlich, noch wirtschaftlich, noch durch Entscheid eines Schiedsgerichts. Leider ist diese Erkenntnis bei der Berner Regierung noch nicht durchgedrungen. Ich bitte Sie, auch meinen Vorschlag einer wirtschaftlichen "Entwicklungshilfe" nicht falsch zu verstehen. Ich habe daran nie als ein Allheilmittel gedacht, vielmehr sollte eine solche Wirtschaftshilfe-neben anderen Massnahmen - dazu dienen, den Jurasiern ein gesundes Selbstbewusstsein zurückzugeben. Ich würde ausserdem vorschlagen, eine Enquête durchzuführen, die alle Kreise des Juras zu erfassen hätte. Eine solche Enquête dürfte weder vom Bundesrat noch von einer andern Behörde ausgehen. Sie müsste vielmehr auf freiwilligem Wege zustandekommen und darf nicht dazu führen, dass die Fragen von vornherein zerredet werden, wie dies in den Diskussionen der Neuen Helvetischen Gesellschaft der Fall war.

Die aussenpolitische Seite des Konflikts wird meiner Ansicht nach überschätzt. Mit einer systematischen Aufklärung könnten gewissen irredentistischen Vorstellungen begegnet werden, indem beispielsweise darauf hingewiesen wird, dass Frankreich nicht der historisch treue Verbündete und Beschützer der jurassischen Bewegung ist. Vor 1848 stand Frankreich nicht auf Seiten der Separatisten, sondern setzte sich für die Beibehaltung der Grenzen von 1815 ein.

Dass im Einzelnen etwas geschehen muss, darüber braucht kein Wort verloren zu werden. Eine Gesamtlösung, die definitiv sein soll, muss erdauert werden. Sie ergibt sich nicht von heute auf morgen, wie auch unser Staatswesen nicht von heute auf morgen gewachsen ist. Es ist nicht rational gebaut, sondern instinktiv geworden. Darum fehlen so oft die organisatorischen Zwischenglieder zwischen Gemeinden und Kantonen, Kantonen und Bund, und zwischen den Kantonen untereinander. Auch in unserem Fall müsste erst ein organisatorisches Zwischenglied gefunden werden, das die Gespräche zwischen den Beteiligten erleichterte.

Botschafter Rüeegg:

Erlauben Sie mir, dem Gesagten einige Bemerkungen beizufügen. Ich stimme mit Herrn Bundesrat Wahlen darin überein, dass der Dialog unter allen Umständen fortgesetzt werden muss. Es geht im Jura um ein nationales Problem, das nicht anders zu lösen ist als durch den Dialog.

Wenn, trotz aller scharfen Kontraste, nach einem gemeinsamen Nenner gesucht werden kann, so wäre vielleicht auf die historischen Reminiszenzen zurückzugreifen, auf die von gewisser jurassischer Seite bezug genommen wird, wenn auch in gefärbter Form. Wirkliche historische Reminiszenzen können in der Idee der Schiedsgerichtsbarkeit gefunden werden. In den kommenden Diskussionen wäre die Idee einer Art Schiedsgerichtsbarkeit in weitestem Sinne sehr wohl zu verwerthen; zwar schliesst Schiedsgerichtsbarkeit begrifflich auch die Exekution in sich. Dazu wird indessen im uns beschäftigenden Fall die Möglichkeit auf lange Zeit fehlen. Zum schiedlichen Austrag von Streitigkeiten gehören in einem umfassenderen Sinn auch Vermittlung, Mediation, Enquête. Es wäre der Mühe wert, zu einem dieser Mittel zu greifen. Hunderte von Streitfällen sind vom 12. bis ^{ins} 15. Jahrhundert auf dem Gebiet der Eidgenossenschaft gütlich beigelegt worden, und das gleiche gilt nicht zuletzt auch für das Gebiet des Bistums Basel.

Ich stelle mir das Vorgehen etwa folgendermassen vor: In einer ersten Phase müsste einer integren, unabhängigen Persönlichkeit (compositeur à l'amiable) das Mandat übertragen werden, mit allen Beteiligten und allen interessierten Kreisen in Kontakt zu treten. Diese Persönlichkeit hätte das Vertrauen sowohl der separatistischen wie der bernischen Seite zu besitzen: ihr Auftreten hätte unverbindlich und diskret zu sein. Weder die Bundesverfassung noch das traditionelle Bundesrecht stellen diesem Vorgehen Hindernisse entgegen.

In einer zweiten Phase könnten sich Gruppen bilden, die sich mit der Bitte um Schlichtung an einzelne Stände wenden würden. Mir schiene, auch diese Massnahme wäre mit dem Bundesrecht vereinbar. Träten trotzdem verfassungsrechtliche Schwierigkeiten auf, so dürfte ihnen gegenüber unsere Bundesverfassung nicht als unwandelbar betrachtet werden, schliesslich ist sie kein unverrückbarer Gebirgsblock, kein juristischer Mont Blanc, sie hat bereits viele Zusätze erfahren.

In einer dritten Stufe könnte sich eine Intervention des Bundesrates als nützlich erweisen, natürlich nicht als eigentliche "Intervention" im Sinne der Bundesverfassung, sondern als eine weitere Etappe im Sinne des Dialogs.

Nationalrat Weber:

Die Jurafrage stellt uns vor ein prinzipielles Problem der Demokratie. Jedes demokratische System hat seine Minderheiten, denn Minderheiten gehören zum Wesen der Demokratie. Es geht stets darum, den Minderheiten gerecht zu werden. Aus diesem Grunde lässt sich kein Minoritätenproblem gewaltsam lösen. Darin liegt mein Einwand gegen die von Prof. Lüthy vorgeschlagene Kantonsteilung. Die Schaffung eines neuen Kantons wäre eine gewaltsame Lösung.

Das Minderheitsproblem im Jura leidet unter mancher Ungeschicklichkeit - auch von Seiten Berns. Die Sprachenfrage innerhalb der kantonbernischen Behörden kann noch keinesfalls als befriedigend gelöst bezeichnet werden. Man sollte vielleicht ein kleines Gremium schaffen, das der bernischen Regierung zur Seite stünde und sie in allen den Jura betreffenden Fragen beraten würde. Wichtig wäre, die Leute guten Willens im Jura von den Extremisten zu trennen. Man müsste einen "Code de bonne conduite" aufstellen und in seinem Rahmen die Leute zu beruhigen suchen. Wenn die unbelehrbaren Elemente der Bewegung isoliert sind, wird sich eine allseits befriedigende Lösung leichter finden lassen.

Minister de Salis:

Je me bornerai à la question des répercussions du problème jurassien sur nos relations avec l'extérieur. Pour différentes raisons, je suis de l'avis qu'il ne faut pas attacher trop d'importance aux réactions de l'étranger en la matière.

En premier lieu, nous l'avons constaté encore aujourd'hui, le Gouvernement bernois est en mesure de plaider un dossier juridique, je dis bien juridique, bien établi. Par conséquent, il n'y a pas de raisons de craindre l'éventualité que les séparatistes portent un jour le problème devant les instances du Conseil de l'Europe.

D'autre part, en ce qui concerne l'attitude de la France, si je suis convaincu que les "services parallèles" s'occupent actuellement du problème jurassien, je crois en revanche que le Gouvernement

- 33 -

actuel a suffisamment prouvé son intention maintes fois proclamée de ne pas se mêler des questions internes des autres pays. Tel a été encore récemment le cas pour la Rhodésie, pour ne citer qu'un exemple. Certes, la question pourra rebondir un jour sur le plan de nos relations avec la France, mais pas, à mon avis, aussi longtemps que le Général de Gaulle reste en place.

D'une manière plus générale, je crois que, ces derniers temps, nous nous soucions par trop en Suisse de l'opinion que les autres pays se font du nôtre. Or, nous ne pouvons pas raisonnablement nous attendre à ce qu'un pays qui a réussi à rester neutre pendant deux guerres mondiales soit aimé par les autres: je pense en effet qu'on trouvera toujours quelque chose à nous reprocher. Mais cela ne doit pas nous amener à faire des complexes de culpabilité. Nous devons continuer à agir selon nos devoirs et nos convictions. Ainsi, même si notre pays ne sera pas aimé, il sera toujours respecté, ce qui est bien plus important.

a. Nationalrat Wick:

Prof. Böhler hat behauptet, die Jurafrage sei primär ein psychologisches Problem. Ich möchte noch weiter gehen und sagen, sie sei ein psychiatrisches Problem. Der Dialog muss zwar weiterhin geführt werden im Sinne eines "sperare contra spem", aber man sollte sich bewusst bleiben, dass ein Dialog mit fanatischen Elementen nicht möglich ist und es nie sein kann. Die Separatistenführer - allen voran Béguelin - sind zu keinem Dialog bereit. Ihre Haltung trägt pathologischen Charakter, wie jede revolutionäre Bewegung pathologische Züge aufweist. Typisches Zeugnis dafür ist die völlige Verdrehung der Begriffe. Fanatiker à la Béguelin haben die Vergangenheit nicht "bewältigt". Der Jurakonflikt ist ^{ja}/keine neue Erscheinung, handelt es sich doch um einen schon seit langem gärenden Prozess, der heute in ein kritisches Stadium getreten ist.

- 34 -

Es sollte gelingen, die fanatisch-pathologischen Elemente von der grossen Mehrzahl der "normal" denkenden und empfindenden Bürger zu trennen. Erst dann haben die vorgeschlagenen Lösungen wie wirtschaftliche Hilfe, Schiedsgerichtsbarkeit etc. Aussicht auf Erfolg. Im übrigen gilt es, mit viel Geduld abzuwarten, bis die Situation zu einer Lösung reift. Schon wesentlich schwerere Konflikte haben sich im Laufe der Zeit überlebt und sozusagen von selbst erledigt.

Minister Weitnauer:

Die Problematik und zugleich die psychologische Basis des Jura-konflikts ist in einem einzigen Wort des separatistischen Memorandum vom 20. März 1965 enthalten. Es heisst dort auf Seite 6 oben:

"Seul le peuple jurassien de langue française, assujetti par la Déclaration du 20 mars 1815 au puissant canton alémanique de Berne où il est constamment majorisé et méprisé, lutte encore, au sein de la Confédération Suisse, pour que prenne fin l'injustice de 1815."

Wir können für das von Minderwertigkeitsgefühlen belastete Verhältnis der jurassischen Minorität zu dem um so viel mächtigeren Bern in der Geschichte manche Parallele finden. Aehnliche Problematik kennzeichnete das Verhältnis der Griechen zu den Römern und findet sich auch heute in den Beziehungen zwischen Europäern und Amerikanern wieder.

Es wäre nun Sache des Mächtigeren, - also Berns - mit seinem Gegenpart ins Gespräch zu kommen. Bern muss die Initiative ergreifen und täte dies am besten in der Form einer "offensive de charme". Bern hat bis jetzt nicht den richtigen Ton angeschlagen. Leute wie Béguelin sind unbelehrbar; das gleiche gilt aber sicher nicht von vielen seiner Mitläufer.

Conseiller national Reverdin:

A la suite de cette discussion, je voudrais tout d'abord préciser une idée que j'ai formulée: l'hostilité à l'introduction de juges étrangers, d'une part, et d'autre part, le vieux principe fédéral de l'arbitrage se sont trouvés rapprochés dans mon exposé. Ces deux thèmes peuvent évidemment paraître en conflit l'un avec l'autre. Or, je ne pense en aucune manière que l'arbitrage que j'évoquais ^{donner lieu} doive à une sentence obligatoire. Il me paraît cependant essentiel, et c'est là ce qui justifie la solution que je préconise, de présenter aux Jurassiens un interlocuteur qui n'apparaisse pas comme un mandataire du gouvernement bernois. Les Jurassiens veulent un interlocuteur qu'ils puissent reconnaître. Tant que Berne est seule en face des séparatistes, le front se resserre et tout dialogue est impossible. On pourrait nuancer le front des Jurassiens en présentant des hommes incontestables dont la mission émanerait de la bonne volonté fédérale. C'est ce qui me conduit à suggérer que quelques cantons pourraient offrir leurs bons offices pour procéder au choix de personnalités formant l'organe arbitral.

Je voudrais aussi revenir sur un autre élément où plusieurs orateurs ont pris une attitude divergente: le but de la politique étrangère n'est certes pas de se faire aimer à l'étranger; mais il est cependant bon de susciter à l'extérieur de bonnes dispositions à l'égard de son propre pays. Puisque notre politique s'écarte fréquemment de l'esprit géométrique qui caractérise la vie internationale, la Suisse dépend souvent des bonnes dispositions des pays qui l'entourent.

Enfin, je veux répéter en terminant que c'est de manière éminente le rôle de la Confédération de ramener les Jurassiens vers des idées plus sereines.

- 36 -

Minister Weitnauer:

Die nächste Sitzung soll voraussichtlich am 21. März 1966 stattfinden, und zwar werden wir die deutsche Frage diskutieren. Botschafter Troendle in Köln, der dieses Thema angeregt hat, erklärte sich bereit, ein Referat zu halten.

Wie Sie wissen, hätten wir heute noch ein weiteres Geschäft zu behandeln. Der Bundesrat würde es begrüßen, wenn sich die Mitglieder unserer Arbeitsgruppe zur allgemeinen Einleitung des Geschäftsberichts des Bundesrates äusserten. Da es aus Zeitgründen nicht mehr möglich ist, heute darüber zu sprechen, möchte ich Ihnen vorschlagen, Ihre Stellungnahme und Ihre Anregungen dem Bundesrate schriftlich mitzuteilen.

Schluss der Sitzung: 16¹⁰ Uhr